

RÉPERTOIRE DE L'ACTION COLLECTIVE NON-VIOLENTE

Le répertoire d'action est un ensemble de représentations¹ ou modes d'action, inventées ou puisées dans les luttes passées, dont disposent les groupes pour se faire entendre et faire avancer leurs actions. Ces représentations sont soit légales (droit de grève, communiqués, marches, pétitions...), soit tolérées (occupation d'immeubles d'habitation ou d'administrations non stratégiques, grève de la faim, opération escargots...) soit prohibées et réprimées (jets de pierres, émeutes, incendies, détournement de véhicules, pillages...) [Tilly et Tarrow 2008].

La notion de « répertoire d'action » a été proposée initialement par Charles Tilly à partir de la métaphore musicale : « Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. [...] Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la commedia dell'arte ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi. [...] Le répertoire en usage dicte l'action collective. » [Tilly 1986 p.541-542].

Elle correspond pour lui aux différences opposant les pratiques des contestataires entre l'époque moderne (1650-1850) et l'époque contemporaine (1850-1980). Elle prend en compte les transformations des rapports entre l'Etat et le marché. Dans un premier temps, on aperçoit de nombreuses émeutes alimentaires, des sabotages de machines, l'expulsion de collecteurs d'impôts... On est dans un monde paysan, religieux et patronné. Ensuite, on constate la multiplication des grèves, des meetings, des réunions publiques et des insurrections dans un monde industriel, nationaliste et révolutionnaire.

Mais la coupure n'est en réalité pas si nette. Une partie du répertoire d'Ancien Régime a été réinterprété par les révolutionnaires et s'est perpétué. Selon Charles Tilly, c'est le mouvement chartiste qui serait la matrice du mouvement social au XIX^e siècle. Même si on peut constater qu'il y a une domination du répertoire et de l'imaginaire révolutionnaire du monde ouvrier entre 1850 et 1950 en Europe [Offerlé 2008]. Les socialistes puis les communistes s'appuient sur l'organisation d'une base sociale ouvrière pour définir les normes de l'action collective légitime.

Certains auteurs proposent qu'un nouveau répertoire d'action est en train d'émerger du fait de l'internationalisation des pratiques, de l'importance du monde médiatique et de l'importance accordée à l'expertise. [Neveu 2002 ; Cohen et Rai 2000] où l'on retrouve indistinctement le Téléthon, les concerts internationaux de charité, les pratiques terroristes...

Elle a été depuis déclinée comme un simple moyen d'action décliné par une



organisation ou un mouvement que l'on peut décliner à l'infini. Dans ce cadre, des listes ont été établies notamment celle de Gene Sharp [Sharp 1973]. Le répertoire d'action collective est infini et évolue constamment à travers l'action.

Un mouvement non violent a tout à gagner à sélectionner adéquatement la méthode d'action appropriée à sa finalité, à son impact potentiel pour marquer les imaginaires et aux capacités de ses membres. La répétition d'une même méthode dans un même contexte peut être rapidement stérile alors qu'une gamme plus variée peut amener à jouer stratégiquement avec les opportunités du contexte. Toutes les méthodes ne sont pas possibles pour tous les groupes. Elles sont plus ou moins contraintes par les ressources, les habitudes culturelles, les contraintes organisationnelles, les possibilités matérielles, la concurrence d'autres groupes, le régime politique, son degré de répression...

Ce répertoire d'action s'ancre dans le monde protestataire et plus particulièrement dans un monde social qui articule une campagne en direction des autorités, des performances réalisées à partir du répertoire d'action et des démonstrations d'unité, de WUNC (unité, mérite-worthiness, nombre, engagement-commitment) [Offerlé 2008].

Plus une action du répertoire « fonctionne »², plus elle est susceptible d'être rejouée.

La liste d'action collective suivante n'est pas exhaustive et ne doit pas être isolée d'autres formes d'action non protestataire. D'autres figures sont possibles comme la représentation syndicale, la contre-expertise, la négociation, le lobbying en coulisses, la mise en réseau lors d'événements annuels (Porto Alegre ou Davos), les émeutes urbaines... On constate ainsi l'intégration du monde paysan dont les mouvements contestataires sont de plus en plus rares à mesure qu'ils sont patronnés par des syndicats pourtant dirigées par des notables. Il faut donc penser les répertoires d'action sans séparer ces différentes dimensions [Offerlé 2008 p.182].

Déclarations formelles

La pétition est une forme très répandue chez certaines organisations de droits de l'homme. Elle était à l'origine un acte individuel par lequel un pétitionnaire sollicitait quelque chose pour lui-même (une baisse d'impôt, une exemption du service militaire). C'est Clarkson qui en fait un instrument de revendication de masse contre l'esclavage. On peut retenir aussi le [Manifeste des 343 salopes](#) qui a permis de lutter pour le droit à l'avortement en France. L'envoi massif de courrier est souvent utilisé pour soutenir des prisonniers politiques ou torturés par des organisations comme l'ACAT.

1. Discours publics.
2. Lettres d'opposition ou de soutien.
3. Déclarations d'organisations ou de personnalités
4. Mobilisation d'expertise

5. Déclarations publiques signées
6. Déclarations d'intention et réquisitoires.
7. Pétitions de groupe

Communications à de larges audiences

L'utilisation des médias est un passage obligé des méthodes de mobilisation collective mais, en fonction des moyens, elle peut être complétée par une diffusion directe dans l'espace public : tracts, bannières lors des manifestations, graffiti...

8. Slogans, caricatures et symboles.
9. Bannières, affiches et communications visuelles.
10. Tracts, pamphlets et livres.
11. Communiqués de presse
12. Enregistrements radio et télévision.
13. Rédaction de blogs, tribunes sur Internet
14. Ecriture au sol et graffitis

Représentations de groupe

Les fausses élections sont utilisées depuis des années pour appeler au droit de vote des étrangers aux élections locales.

15. Délégations.
16. Prix satiriques.
17. Groupes de pression.
18. Piquets de grève.
19. Simulacre d'élections.

Actes publics symboliques

Les couleurs ont toutes une symbolique politique sur lequel il faut être attentif. L'exhibition de portraits lors des manifestations permet également de s'affilier historiquement. Les nouveaux signes peuvent être des détournements de fresques, d'enseignes, de noms de rues, d'affiches publicitaires...

20. Exhibition de drapeaux et de couleurs symboliques.
21. Port de symboles.
22. Prières et cultes.
23. Livraison d'objets symboliques.
24. Protestations dénudées.
25. Destruction de ses propres possessions.
26. Lumières symboliques.
27. Exhibition de portraits.
28. Peinture de protestation.
29. Nouveaux signes et dénominations.
30. Sons symboliques.
31. Réclamations symboliques.
32. Gestes symboliques

Pressions sur les individus

Le procès public (escraches en espagnol c'est à dire sortir à la lumière) est une dénonciation public d'un génocidaire ou d'un bourreau ayant évité la justice de l'État.

33. Visites récurrentes et provocation de l'adversaire
34. Fraternalisation.

- 35. Veilles
- 36. Porte à porte.

Théâtre et musique

Celui-ci peut être plus ou moins artistique comme les concerts de casseroles.

- 37. Satires et farces humoristiques.
- 38. Exécution de pièces de théâtre et de musique.
- 39. Exécution de chants.
- 40. Théâtre invisible

Processions

L'origine des processions est religieuse où les fidèles se dirigent vers un lieu sacré. Les manifestations visent un lieu symbolique représentatif des adversaires et organisent un défilé où les personnes et les organisations se rassemblent. Elle est adoptée par les chartistes britanniques dans les années 1830 pour défendre les droits des travailleurs et se propagent dans les années révolutionnaires de 1848. Les marches sont plus unitaires. Elles ont souvent créé des précédents historiques (chronologie).

- 41. Marches.
- 42. Manifestations
- 43. Parades.
- 44. Défilés de voitures..

Commémoration des morts

- 45. Deuil politique.
- 46. Fausses funérailles.
- 47. Funérailles avec manifestation.
- 48. Hommage sur une tombe.

Rassemblements publics

Le Parlement de la Rue a été inventé au Québec en 1998 où la mise en place d'une tente publique a permis de tenir un débat face au Parlement entre citoyens pendant un mois.

- 49. Assemblées de protestation ou de soutien.
- 50. Meetings de protestation.
- 51. Réunions secrètes de protestation.
- 52. Séances d'enseignement ou de formation.
- 53. Parlement de la rue.

Retrait et renonciation

Le cercle de silence est une forme inventé depuis quelques années par des moines à Toulouse en soutien aux sans-papiers.

- 54. Départ groupé en signe de réprobation.
- 55. Silence.
- 56. Renoncement aux honneurs.
- 57. « Tourner le dos ».

Intervention psychologique

- 58. Exposition volontaire aux éléments.
- 59. Jeûne de pression morale ou jeûne à relais
- 60. Grève de la faim limitée ou illimitée
- 61. Renversement de procès

Intervention physique

Les mouvements d'occupation d'usine aux Etats-Unis dans les années 1935 se sont multipliés. Les occupations des paysans sans-terres sont également très répandues au Brésil. Dans le logement, elles existent également depuis les années 1930. L'occupation d'espace a pu être réinterprété comme par les Don Quichotte à partir de tentes le long du canal St Martin. Des enchaînements se sont développés dans les actions anti-nucléaires en Allemagne.

62. Sit-in.
63. Occupation d'espace debout.
64. Occupation à cheval, à vélo, en voiture, etc.
65. Occupation soudaine (réinterprétée en flash mob)
66. Occupation bourdonnante.
67. Occupation avec prières (pour forcer à...).
68. Prise de contrôle non violente d'un terrain.
69. Raids non violents.
70. Interposition ou obstruction non violente.
71. Occupation non violente (squat)
72. Barrage de rue ou de routes.
73. Enchaînements volontaires

Intervention sociale

74. Etablissement de nouveaux modèles sociaux.
75. Surcharge ou engorgement de services.
76. Interventions orales en public.
77. Institutions sociales alternatives.
78. Système alternatif de communication.

Intervention numérique

79. Hacktivism, intrusions numériques
- 80.

Intervention économique

On peut penser à la fois au AMAP pour remplacer l'accès aux biens de productions capitalistes. On peut penser au refus des noirs de prendre les transports en communs tant qu'il y aurait de la ségrégation (et donc de marcher).

80. Contrefaçon politiquement motivée.
81. Marchés alternatifs.
82. Systèmes alternatifs de transport.
83. Institutions économiques alternatives.

Intervention politique

84. Surcharge de systèmes administratifs.
85. Recherche d'emprisonnement.
86. Participation sans collaboration.
87. Double pouvoir et gouvernement parallèle.

Intervention judiciaire

88. Action en justice pour mener le débat

Ostracisme

La grève du sexe est racontée dans la comédie d'Aristophane Lysistrata qui met en scène cette méthode où les femmes réclament la fin de la guerre entre

- Athènes et Sparte.
89. Boycott social plus ou moins sélective
90. Grève du sexe
91. Excommunication.
92. Procès public

Non coopération avec des événements, des coutumes et des institutions sociales

93. Suspension d'activités sociales et sportives.
94. Boycott d'activités sociales.
95. Grèves d'étudiants.
96. Désobéissance sociale.
97. Démission d'institutions sociales.

Retrait du système social

On peut repenser à la manière dont les sans-papiers s'étaient réfugiés dans l'Eglise Saint Bernard.

98. Opération ville morte (ou rester chez soi).
99. Non coopération personnelle totale.
100. Fuite de travailleurs.
101. Refuge dans un sanctuaire ou dans une église
102. Disparition collective.
103. Émigration de protestation

Non-coopération par les consommateurs

104. Boycott par les consommateurs.
105. Non utilisation de biens boycottés.
106. Régime de restriction.
107. Refus de payer les locations.
108. Refus de prendre en location.
109. Boycott national ou international de consommateurs.

Non-coopération des travailleurs et des intermédiaires

110. Boycott par les travailleurs.
111. Boycott par les producteurs (refus de vendre).
Non-coopération des possesseurs des ressources financières
112. Retrait des dépôts bancaires.
113. Refus de payer des frais, droits et taxes.
114. Refus de payer les dettes ou les intérêts.
115. Refus de déclaration de revenus.

Grèves symboliques ou restreintes

116. Grève d'avertissement.
117. Grève éclair ou surprise
118. Grève progressive
119. Ralentissement des cadences
120. Grève du zèle ou par excès de travail
121. Grève par « maladie »
122. Grève par démissions successives

Grèves de groupes professionnels

123. Grèves des agriculteurs, des artisans, des ouvriers

- 125. Grève des prisonniers.
- 126. Grève d'établissement.
- 127. Grève d'un secteur industriel.
- 128. Grève de soutien.
- 129. Grève générale.

Combinaison de grèves et de fermetures économiques

- 130. Ville morte
- 131. Cessation d'activité économique.

Rejet de l'autorité

- 132. Suppression ou rejet d'allégeance.
- 133. Refus du soutien public.
- 134. Littérature et discours en faveur de la résistance.

Non coopération des citoyens avec le gouvernement

- 135. Boycott des élections, des emplois gouvernementaux de certaines organisations
- 136. Retrait des institutions d'éducation gouvernementales.
- 137. Refus d'assistance aux agents de la force publique.
- 138. Enlèvement de ses propres signes et repères.
- 139. Refus de recevoir des officiels.
- 140. Refus de dissoudre des institutions existantes.

Alternatives citoyennes à l'obéissance

- 141. Docilité réticente et lente.
- 142. Non obéissance en absence de contrôle direct.
- 143. Non obéissance populaire.
- 144. Désobéissance déguisée.
- 145. Refus de dispersion d'un rassemblement ou d'un meeting.
- 146. Protestation assise (sitdown).
- 147. Non coopération avec la conscription et la déportation.
- 148. Caches, fuites et fausses identités.
- 149. Désobéissance civile à des lois « illégitimes »

SOURCES

SHARP Gene (1973), *The Politics of Nonviolent Action, Part 2: The Methods of Nonviolent Action*, Boston, MA: Porter Sargent.

OFFERLE Michel (2008), « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe - XXIe siècles) », *Politix*, 2008/1 n° 81 , p. 181-202. DOI : 10.3917/pox.081.0181

NEVEU Erik (2002), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte

COHEN Robin & RAI Shirin (2000), *Global Social Movements*, London-New Brunswick, The Athlone Press.

TILLY Charles, TARROW Sidney (2008), *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Les presses de SciencesPo.

Grupo de Arte Callejero (2009), *Pensamientos, practicas, acciones*, Tinta Limon, Buenos Aires

Contenu